

**ÎLES SALOMON**

**Une école est touchée par des tirs. Les  
civils sont de plus en plus exposés.**

INDEX AI : ASA 43/003/00

Alors que les affrontements s'intensifient à l'est d'Honiara, la capitale des Îles Salomon, Amnesty International appelle toutes les parties au conflit armé à respecter les principes du droit international humanitaire, et en particulier à protéger la vie des civils.

L'Organisation est très préoccupée par les informations faisant état de coups de feu tirés sans discrimination contre un village depuis le bateau d'une patrouille de police saisi par des paramilitaires.

*« Des villageois ont déclaré qu'ils avaient été totalement terrifiés. Une école a été touchée mercredi matin, le toit de l'un des bâtiments aurait été endommagé par des tirs. Tous les enfants avaient été évacués, mais des civils se trouvaient encore à proximité, notamment des femmes, a déclaré Heinz Schurmann-Zeggel, le chercheur d'Amnesty International sur le Pacifique Sud.*

*« Nous continuons à vérifier les informations concernant les victimes et les circonstances de cette affaire. Jusqu'à présent, nous n'avons pu établir la présence d'un objectif militaire dans le village au moment des tirs. »*

Les combats ont duré au moins quatre heures sur les terres agricoles et dans la brousse de Guadalcanal (île principale des Salomon), dans une zone située à l'est de l'aéroport international et dont des « militants » de Guadalcanal ont récemment pris le contrôle. Un avion qui devait évacuer une importante délégation de l'Union européenne aurait été touché par des tirs d'armes à feu au moment où il tentait de décoller. Personne n'a été blessé. Mardi, les violents affrontements qui risquent de tourner au conflit ouvert à tout moment ont empêché l'évacuation de fermiers chinois et de personnel local.

Le commandant de 20 observateurs non armés, originaires de Fidji et de Vanuatu et chargés de veiller au respect de la paix, a déclaré au chercheur d'Amnesty International que ses hommes s'apprêtaient à quitter la région dès que possible.

*« Étant donné que des membres de la Police Field Force (Forces de police sur le terrain) semblent prendre part à l'opération paramilitaire contre les militants de Guadalcanal, le départ de ces observateurs serait une perte pour la protection des droits humains », a indiqué Heinz Schurmann-Zeggel.*

### **Informations générales**

La tentative de prise de pouvoir armée par la *Malaita Eagle Force* (MEF, Force de l'aigle de Malaita), une unité paramilitaire soutenue par au moins 100 membres de la police dont les effectifs sont surtout originaires de Malaita, a exposé les civils à de graves dangers. La tentative de coup d'État de lundi aux Îles Salomon souligne l'échec des autorités nationales et de la communauté internationale, qui n'ont pas pu faire face de manière satisfaisante aux graves atteintes aux droits humains commises lors d'un conflit ethnique qui va en s'aggravant.

Malgré dix-huit mois de violences interethniques et d'efforts intensifs menés à l'instigation du Commonwealth pour assurer le maintien de la paix, personne n'a, à ce jour, été contraint de répondre des dizaines d'homicides, des enlèvements ou du déplacement de plus de 20 000 personnes.

Les proches d'au moins 60 personnes tuées ou portées disparues attendent toujours que justice soit faite. Un véhicule scolaire transportant des enfants a récemment été la cible des tirs de paramilitaires, tandis que d'autres enfants ont été contraints de devenir des enfants soldats au service des militants de Guadalcanal. Les deux parties affirment se battre pour protéger leurs terres sur l'île de

Guadalcanal.

La MEF, qui était déjà armée illégalement et soutenue par des policiers avant le coup d'État de lundi, a recours à la violence depuis février 2000 pour imposer ses conditions dans le processus de paix lancé l'an dernier par l'envoyé spécial du Commonwealth, l'ancien Premier ministre fidjien Sitiveni Rabuka.

Les civils risquent toujours d'être victimes de déplacements forcés ou d'attaques aveugles. La plupart des dépôts d'armes de la police ont été pris d'assaut par des groupes paramilitaires et militants engagés dans le conflit ethnique en raison d'atteintes aux droits humains n'ayant pas fait l'objet d'enquêtes, ainsi que pour défendre leurs droits économiques et sociaux.

Amnesty International, qui a envoyé des délégués à Guadalcanal et à Malaita en septembre dernier, n'a cessé d'exhorter toutes les parties au conflit à garantir la sécurité des villageois non armés et à respecter les normes internationales en matière de droits humains et de droit humanitaire. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 207 413 5566.**